



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE. COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES,
Traditions agronomiques européennes (Élaboration et transmission depuis l'Antiquité).

(Sous la direction de Marie-Claire Amouretti et François Sigaut)

Paris, Éditions du CTHS, 1998, 287 p.

Les seize communications rassemblées dans cet ouvrage, sauf une (celle qui concerne les paysans équatoriens), ont été présentées en 1995 au cent-vingtième congrès national des sociétés historiques et scientifiques (section Histoire des sciences), sur une proposition de M.-C. Amouretti. Sont ainsi poursuivies les réflexions entamées lors de l'atelier Histoire rurale et sciences agronomiques du premier colloque organisé l'année précédente à Rennes par l'Association d'histoire des sociétés rurales et dont on relira avec profit les communications dans *Histoire & sociétés rurales*, en particulier l'article de Gilles Denis, « Éléments pour une histoire de l'agronomie » (n° 3, 1995, pp. 231-241). La plupart des communications ne traitent pas des sciences agronomiques, telles que nous les connaissons depuis la fin du XIX^e siècle, mais des traditions dans l'ordre des écrits agronomiques, pris au sens large, des Grecs au XIX^e siècle, et également dans les pratiques agricoles pour H. Meiniger, F. Sigaut et J.-M. Chever.

M.-C. Amouretti, tout d'abord, présente des écrits militaires de l'Antiquité, qui donnent parfois des détails sur quelques pratiques agricoles. Elle rappelle que plusieurs érudits du XIX^e et du XX^e s. étudièrent ces textes avec profit, dont le commandant Lefebvre des Noettes est l'exemple le plus connu avec ses travaux sur l'histoire de l'attelage. C. Kanelopoulos résume les quelques données concernant l'agriculture ou la gestion d'un grand domaine qu'il a rencontrées dans *Les Travaux et les Jours* d'Hésiode et *L'Économie* de Xénophon. Un inventaire des manuscrits hippiatiques grecs et occidentaux (XIII^e-XV^e s.) est présenté par S. Lazaris. L'importance et l'origine des citations et autorités chez deux auteurs italiens du Moyen Âge (Corniolo della Cornia et Pierre de Crescent) sont étudiées par G. Comet, de même que le statut que les contemporains donnaient aux savoirs agronomiques et la place que les ingénieurs et les architectes accordaient aux activités agricoles. C. Beutler, quant à elle, continue l'inventaire et le dépouillement de la littérature agricole du XVI^e s. et nous relate par le menu la genèse des différentes éditions de *La Maison rustique* de C. Estienne et J. Liébault, tous les deux médecins (et non propriétaires). Elle nous dit comment ils sont passés de la botanique et de questions concernant la santé à l'agriculture « pour s'ouvrir progressivement à l'économie domestique et aux plaisirs de la vie rustique ».

M. Duvigneau retrace de son côté la naissance de l'édition agricole en France au XIX^e s., des Huzard à la *Librairie agricole de la Maison rustique*, sans oublier Alexandre Bixio. B. Denis relève les thèmes « zootechniques » — le mot date des années 1830, mais ne deviendra courant que plus tard — traités dans les livraisons des vingt premières années (1837-1856) du *Journal d'agriculture pratique*. L'élevage sera la grande question de l'après jachère dans la deuxième moitié du XIX^e s. Il occupe déjà 20 % des pages de cette publication : on est dans une période de préparation de grands changements et des projets divers s'affrontent. H. Meiniger présente les conceptions agronomiques, en matière

d'engrais, des paysans de Cotacachi dans la cordillère occidentale des Andes au nord de l'Équateur et s'interroge sur le fait que certaines conceptions indiennes se rencontrent également en Europe depuis longtemps.

Deux articles mettent en avant l'action de l'État en faveur des nouveaux principes agronomiques. J. Boulaine rappelle par quelques notations et jugements qui a œuvré pour l'agriculture pendant la période révolutionnaire, alors qu'un enseignement supérieur agronomique ne se met pas en place avant la Troisième République (T. Charmasson). Enfin, M. P. Bajon raconte les découvertes que fit le botaniste Weddell en Amérique du sud au XIX^e s. et M. Chalvet relate comment des forestiers « inventèrent » au début du XX^e s. une forêt méditerranéenne spécifique, dont ils se firent les spécialistes⁽¹⁾.

La plupart de ces communications ont tendance à nous enfermer dans leurs corpus sans se soucier du contexte. Elles ne renvoient guère aux débats qui animent, ou ont animé au cours du XX^e s., l'histoire non seulement des sciences, mais l'histoire en général. Seuls deux auteurs (G. Comet et J.-M. Chevet) se réfèrent explicitement à l'article de Gilles Denis et aux travaux de C. Beutler sur les ouvrages d'agriculture du XVI^e s. pourtant recensés au niveau européen. Mais beaucoup d'autres se comportent comme ces techniciens qui s'adonnent à l'histoire de leurs disciplines, pensant que cette histoire est connue, donc « réglée », dès lors que les « faits » sont relatés et alignés d'une manière linéaire, la chronologie servant de principe de causalité. Ils ne voient pas la nécessité d'insérer les faits techniques et scientifiques dans l'histoire des techniques et des sciences et dans l'histoire en général, qui sont toujours conflictuelles et imprévisibles. Ils restent fidèles à une conception positiviste, dénoncée dès 1903 par Simiand, puis combattue par les *Annales*. L'histoire de l'agronomie en France est-elle vraiment possible sans que soient analysés les présupposés et les impasses de l'histoire technicienne ? Tant que ce travail n'aura pas été fait, le dialogue entre historiens et techniciens souhaité dans l'avant-propos ne pourra qu'être très difficile⁽²⁾.

Deux articles tentent de prendre le problème différemment, celui de F. Sigaut, qui s'interroge sur quelques théories agronomiques des XVIII^e et XIX^e s. (de Tull à Liebig) et celui de J.-M. Chevet, qui pose la question de l'impact réel des ouvrages d'agronomie sur les nouvelles pratiques et techniques agricoles de la région parisienne aux XVIII^e et XIX^e s. F. Sigaut s'intéresse à ce qu'il appelle les doctrines agronomiques, ces théories qui ont précédé l'ère des sciences agronomiques du XX^e s. Si le « système » de Tull, le *dry-farming* de Campbell, la calcination de l'argile (comme engrais complet et universel) par Beaton et le système de culture sans engrais de Samuel Smith peuvent être qualifiés, selon lui, de doctrines, à l'inverse, ni le « système » de Pattullo, qui préconise « *clôtures, prairies artificielles et assolements longs sur le modèle anglais* », et auquel Bourde avait accordé beaucoup d'importance, ni la théorie de l'humus, qui régna en France des années 1770 jusque bien après Liebig, ne peuvent l'être. Pourquoi ? C'est qu'il manque à ces doctrines, selon F. Sigaut, « *les principes théo-*

⁽¹⁾ D'autre part, on trouve aussi deux articles sur la meunerie provençale, l'un par H. Amouric sur la construction des moulins (XV^e-XIX^e s.) et l'autre par H. Dagincourt sur ses impressions d'enquêtrice auprès d'un meunier.

⁽²⁾ B. Denis, par exemple, affirme (p. 227) que « *l'histoire du Durban en France est fort bien connue* ». Les historiens, qui ne connaissent ni fait pur, ni fait simple, ne seront sans doute pas aussi catégoriques.

riques d'un côté, les inventions techniques de l'autre, et surtout la chaîne logique (réelle ou apparente) qui fait dériver les seconds des premiers ». Ce point de vue, strictement internaliste, prend le risque, nous semble-t-il, de nier l'histoire et ses conflits (la théorie de l'humus, doctrine ou non, sera combattue avec acharnement par Boussingault et Liebig tout au long du XIX^e s.) et d'apporter de l'eau au moulin des techniciens et des scientifiques qui croient au développement autonome, anhistorique des techniques et des sciences.

L'approche contextualiste de J.-M. Chevet montre bien tout ce qui peut opposer l'histoire-description des techniciens et l'histoire-problème des historiens. Il pose, en effet, la question de savoir si les écrits agronomiques sont la cause des innovations agricoles aux XVIII^e et XIX^e s. dans la région parisienne. À travers l'exemple des prairies artificielles et des charrues, sa réponse, bien argumentée techniquement (c'est sur ce point évidemment que les techniciens l'attendent), est négative. Pour lui, c'est la ville, les besoins de l'exploitation et l'expérience qui sont à l'origine des innovations en agriculture et, répondant à d'autres historiens comme J.-M. Moriceau, il affirme que « croire que le livre, même d'agronomie, est le principal véhicule du savoir est un travers d'intellectuel ». Selon lui, les traités d'agriculture « sont un moyen de transmission des connaissances pour ceux qui n'appartiennent pas au monde de l'agriculture ». Mais d'un autre côté, il montre aussi que les agronomes du XVIII^e s., « qui ne piétinent pas d'impatience comme les économistes de ne pas voir les jachères se couvrir plus promptement de prairies artificielles », avaient raison de prôner une certaine prudence parce qu'ils connaissaient mieux le contexte (sol, climat) et ne raisonnaient pas uniquement en termes de profit. La deuxième partie de l'article traite des tentatives de perfectionnement des charrues pour conclure que les traités d'agronomie ne firent que rendre compte des améliorations, mais ne les devancèrent pas et que, malgré l'instauration de concours par le pouvoir, « le progrès n'est pas la conséquence d'un volontarisme politique ». Chevet a raison, mais la plupart des scientifiques, qui pensent avoir des aptitudes politiques particulières (calquées sur leurs compétences professionnelles en matière de rationalité), restent persuadés du contraire, partageant ainsi, quand ils n'en sont pas à l'origine, l'idéologie du progrès d'un État qui est devenu au cours de ce siècle le premier producteur et consommateur de sciences, c'est-à-dire leur principal employeur.

Cet ouvrage foisonnant montre bien, sans l'avoir voulu peut-être, toutes les difficultés qui se présentent dès lors que l'on envisage de jeter les bases d'une histoire de l'agronomie en France.

Jean-Paul BOURDON

INRA, Ivry